

# Élections parlementaires en Belgique, le point à une semaine du scrutin

**J-7**7 jours avant  
le scrutin

Le 13 juin prochain, les Belges sont appelés aux urnes pour des élections parlementaires anticipées qui apparaissent comme un véritable référendum sur l'avenir du pays.

Le scrutin est consécutif à la décision des Libéraux et démocrates flamands (Open VLD) de quitter le gouvernement dirigé par le Premier ministre Yves Leterme (Parti démocrate-chrétien flamand, CD&V). L'Open VLD estimait que le délai imparti aux négociations sur l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde avait été dépassé. A cheval sur la province du Brabant flamand (Hal-Vilvorde) et la région de Bruxelles-capitale, l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde abrite 125 000 francophones qui jouissent de certains privilèges (accordés provisoirement) électoraux (droit de voter pour des candidats bruxellois francophones lors des élections parlementaires et européennes) et judiciaires (droit d'utiliser le français pour se défendre en justice).

2 801 candidats issus de 132 listes concourent pour le scrutin à la Chambre des représentants, Chambre basse du Parlement et 620 candidats représentant 21 listes pour les élections sénatoriales. Les Belges de l'étranger avaient jusqu'au 17 mai pour s'inscrire sur les listes électorales. 43% ont choisi de voter le jour du scrutin parlementaire à l'ambassade ou au consulat et 35% se prononceront par correspondance.

Certains des bourgmestres de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde refusent d'organiser les élections et boycotteront le scrutin. D'autres, comme ceux de Vilvorde, Merchtem, Steenokkerzeel ou Galmaarden, l'organiseront mais ont choisi de ne mettre aucun panneau d'affichage à la disposition des partis francophones. Le ministre flamand de l'Intérieur, Geert Bourgeois, a exprimé toute sa compréhension aux bourgmestres flamands qui refusent d'organiser ces élections et affirmé qu'ils ne feraient l'objet d'aucune sanction.

Les « *petits* » partis ont été surpris par l'organisation de ces élections anticipées et ont disposé de peu de temps pour réunir le nombre de signatures nécessaires pour se présenter. Une vingtaine seront toutefois

présents, plus nombreux en Wallonie qu'en Flandre. Le Parti du Travail de Belgique-Partij van de Arbeid van België (PTB-PVDA) est le seul à avoir des listes dans toutes les circonscriptions du pays. Il est également le seul à présenter des candidats francophones en Flandre et des candidats flamands en Wallonie, mettant ainsi en pratique sa volonté de voir la Belgique devenir une circonscription fédérale.

Un débat rassemblant l'ensemble des partis belges devait être organisé le 30 mai et diffusé sur deux chaînes publiques de télévision : la RTBF et la VRT. Cependant, les organisateurs ne sont pas parvenus à s'entendre sur la place à réserver à l'extrême droite. En effet, le Vlaams Belang (VB) n'est jamais invité à la RTBF alors qu'il participe aux émissions de la VRT. La diffusion du débat devait d'ailleurs avoir lieu en différé pour éviter les éventuels dérapages xénophobes du Vlaams Belang. Il avait également été entendu que les partis francophones ne débattraient pas avec le parti d'extrême droite. Mais le leader du Mouvement réformateur (MR), Didier Reynders, a refusé ce compromis. Ce débat aurait été une première depuis 1981 et l'occasion pour les Belges de comparer les programmes

## 02

de l'ensemble des partis, le pays ne possédant plus de parti national depuis 30 ans.

La réforme de l'Etat figure au cœur de la campagne. L'État fédéral gère la sécurité sociale, mais aussi les finances publiques et le financement des régions (à 90%), la justice, la défense et les affaires étrangères. Il a également à charge une grande partie de la santé publique et des transports (sauf les transports régionaux et les routes), la politique d'immigration, la recherche. Aux régions reviennent la culture, l'enseignement, les langues, les travaux publics, mais aussi, en partie, l'emploi. Les partis flamands sont favorables à une confédération qui limiterait les compétences de l'Etat fédéral et dans laquelle les régions disposeraient des pouvoirs en matière économique. Les partis francophones sont réticents mais ont compris ces dernières années qu'ils ne pourraient bloquer éternellement les négociations. Ils se déclarent prêts à parler avec leurs homologues flamands à plusieurs conditions, et notamment le maintien d'une sécurité sociale nationale.

« *La Nouvelle alliance flamande (N-VA) apparaît, à un moment où il y a besoin d'une réforme de l'Etat, comme le seul parti pouvant vraiment forcer cet accord* » déclare Jean-Benoît Pilet, politologue de l'université libre de Bruxelles. Pour son leader, Bart de Wever, « *le fédéralisme n'est qu'un euphémisme pour un pays qui est en train d'éclater lentement* ». La N-VA est favorable à un modèle confédéral qui transfère la politique socioéconomique aux entités fédérées, ce qui figure aussi dans les programmes du CD&V et de l'Open-VLD. « *Les Flamands doivent refuser de former un gouvernement fédéral sans avoir l'assurance de réformes coperniciennes* » répète Bart de Wever. Il se dit également prêt à accepter la nomination d'un Premier ministre francophone si une véritable réforme de l'Etat est garantie. Il a déclaré ne pas postuler lui-même à cette fonction. « *Je suis intéressé par la création de structures nouvelles, pas par le poste de Chef du gouvernement* » a-t-il indiqué.

La N-VA veut supprimer la loi de financement qui régit les relations entre l'Etat fédéral et les régions. « *Bruxelles doit être cogérée et disposer des compétences d'une ville, pas de celles d'un pays. Bruxelles est trop*

*financée et n'est pas efficace* ». Le parti souhaite faire de la capitale une ville à vocation européenne, sans statut propre, et cogérée par les deux communautés. Il se bat pour scinder le système de sécurité sociale, des revendications inacceptables pour les francophones et que ne partagent pas les autres partis flamands.

« *Si la N-VA est au-dessous de 20% le 13 juin, on fera un accord sans elle mais si elle est le grand parti gagnant, elle deviendra alors incontournable* » souligne Jean-Benoît Pilet. Il faut dire que Bart de Wever a d'ores et déjà réussi son pari en faisant de la N-VA l'acteur central de la vie politique belge. Candidat anti-establishment, il a réussi à fédérer les déçus de la politique et les modérés qui souhaitent des avancées sur les questions institutionnelles. Il est parvenu à élargir sa base indépendantiste sans perdre son électorat traditionnel. En outre, contrairement au leader du Vlaams Belang, il n'est pas suspect de xénophobie et se présente en homme fréquentable avec lequel il est possible de débattre. « *Sans Bart de Wever, la N-VA n'existerait presque plus* » affirme Dave Sinardet, politologue de l'université d'Anvers.

Ancien allié de la N-VA, le CD&V d'Yves Leterme s'interroge sur les véritables objectifs de la N-VA qu'il soupçonne de séparatisme. Le CD&V est également favorable à une réforme en profondeur de l'Etat. « *Celui qui veut faire avancer la Belgique doit comprendre que le statu quo n'est pas bon pour notre pays* » a déclaré Yves Leterme. Le Chef du gouvernement sortant considère comme une victoire que les partis francophones acceptent désormais « *au moins en paroles* » une réforme de l'Etat. « *Nous voulons que la Flandre ait davantage de pouvoirs de façon à mieux gérer les niveaux régional et fédéral* » répète-t-il. Le CD&V mène campagne sous le slogan *Nooit opgeven* (« *Ne jamais renoncer* »).

L'Open VLD est également favorable à un modèle confédéral et souhaite que les régions aient davantage de compétences et de responsabilités financières. « *Il n'est pas logique qu'une région n'ait aucune responsabilité, par exemple, pour les pensions des ses fonctionnaires* » a déclaré leur leader Alexander De Croo. « *La réforme de l'Etat est un point final, pas une étape pour*

scinder le pays comme certains partis flamands le veulent. Nous le ne voulons pas. Je veux que la Belgique continue à exister parce qu'elle nous apporte la prospérité mais pour cela, il faut que le pays fonctionne. Pour l'instant, on est dans un blocage » ajoutant vouloir « transformer la vieille usine Belgique en trois PME dynamiques oeuvrant pour le même holding ». Alexander De Croo souhaite que le prochain gouvernement soit formé très rapidement après les élections. « Pour ne pas faire les mêmes erreurs qu'en 2007, il faut un accord préalable sur les questions communautaires avant l'installation du gouvernement » a-t-il précisé. L'Open VLD se défend des accusations qui le désignent comme le responsable de la chute du gouvernement. « Les vrais responsables de la chute du gouvernement sont les partis autour de la table qui n'ont fait aucun effort pour respecter les engagements pris. Cela fait 3 ans qu'on a essayé de toutes les manières de résoudre le problème de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, il est clair qu'une année de plus n'allait rien résoudre » a indiqué Alexander De Croo.

Les socialistes d'Elio di Rupo se déclarent prêts à « faire un pas vers le nord du pays » et veulent demander à leurs collègues flamands « de faire un pas vers nous ». « Nous sommes prêts à un accroissement des compétences dans les régions dans un concept d'homogénéité et d'efficacité. Nous n'étions pas loin d'un accord et le leader libéral flamand a tout fait capoter. Il a fourni du kérosène pour l'envol de la N-VA » a accusé le leader socialiste francophone. « Avec ma naïveté, j'ai la faiblesse de croire que Bart de Wever veut un accord ; la question est de savoir s'il pourra le vendre à sa base » a affirmé Johan Vande Lanotte, ancien président du Parti socialiste flamand (SP.A) qui a indiqué qu'il n'était pas candidat au poste de Premier ministre.

« La garantie du respect », tel est le slogan choisi par le Mouvement réformateur (MR) pour cette campagne. « Je crois qu'on aura une Belgique encore plus forte dans les années à venir si l'on accepte quelques réformes politiques » a déclaré son leader Didier Reynders. Pour lui, ces réformes sont au nombre de 3 : le passage à un mode de scrutin majoritaire, le regroupement des élections (nationales et régionales), et l'établissement

d'une circonscription fédérale. « Cela évitera d'avoir des nationalistes qui font campagne en Flandre mais ne doivent jamais expliquer à Liège et à Charleroi ce qu'ils veulent » a déclaré Didier Reynders. Le MR est favorable à un transfert de compétences de l'Etat vers les régions mais à la condition de conserver un pouvoir fédéral fort. Il affirme ne pas savoir ce qu'est un modèle confédéral. « Que Bart de Wever ait un projet séparatiste en tête, c'est son problème. Mais ce sera sans moi » a déclaré Didier Reynders qui a indiqué être prêt à négocier avec le leader de la N-VA si celui-ci accepte de former une circonscription fédérale.

Le ministre sortant de la Coopération au développement, Charles Michel (MR), voit dans l'élargissement de Bruxelles la solution au problème posé par l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Selon lui, Bart de Wever est « un rêveur naïf et manquant de réalisme » mais également « très dangereux ». « Les Flamands doivent voir que le séparatisme est pour la Flandre synonyme de suicide sur les plans économique et politique » a-t-il souligné. Tel est également l'avis de Paul de Grauwe, professeur d'économie à l'université de Louvain qui affirme que « les partis flamands se font beaucoup d'illusions s'ils pensent que donner une très large autonomie aura des effets économiques fantastiques. Le coût de la transaction risque même d'être assez élevé » a-t-il souligné.

Charles Michel s'est déclaré favorable à une alternance entre Flamands et Wallons au poste de Premier ministre. « L'alternance linguistique du Chef du gouvernement serait une bonne solution, respectueuse des grandes communautés. Il n'est pas normal que depuis Edmond Leburton (1973-1974), il n'y ait plus eu de Premier ministre belge originaire de Wallonie » a-t-il indiqué. De plus en plus de Flamands estiment qu'un Chef du gouvernement francophone serait susceptible de contribuer à une réforme de l'Etat.

Les Verts sont la seule force politique à se présenter unie aux élections du 13 juin prochain. « Le repli identitaire n'a jamais fait partie de l'ADN des écologistes » a déclaré Jean-Michel Javaux, coprésident d'Ecolo avec Sarah Turine. Groen en Flandre et Ecolo en Wallonie travaillent de concert depuis près de 30

ans et ont déposé ensemble 156 propositions de loi communes à la Chambre des représentants.

Si la réforme de l'Etat fédéral figure au cœur de la campagne électorale, les Belges peuvent difficilement oublier leurs problèmes socioéconomiques. La Belgique traverse en effet une grave crise : la dette publique du pays s'élève à 333 milliards € et atteindra rapidement 100% du PIB ; le déficit budgétaire devrait s'établir à 20 milliards € en 2010 et le chômage est en augmentation en Flandre où il touche 6,7% de la population active (il diminue en Wallonie où il s'élève cependant à 13,7%). Cette dernière région recueille également davantage d'investissements étrangers que le nord du pays, notamment à cause du plan de développement dont elle s'est dotée.

Le Parti socialiste a fait de l'emploi et des investissements sa priorité. Il souhaite davantage de contrôle des prix, la mise en place d'un plan Marshall pour les petites et moyennes entreprises, une réglementation des fonds spéculatifs et une intensification de la lutte contre la fraude fiscale. Le PS veut également relever les pensions de retraite de 15% pour atteindre les 1 150 € par mois pour toute personne seule qui a fait une carrière complète (le montant est actuellement de 1 004 €). « *Nous lèverions immédiatement un impôt sur les personnes qui ont une fortune de 1 250 millions € en dehors de leur maison et de toute activité commerciale* » a indiqué le leader socialiste. Le Parti socialiste flamand dirigé par Caroline Gennez est favorable à la mise en place d'un impôt sur les grandes fortunes.

Le CD&V propose un nouveau New Deal fondé sur 4 piliers : la réforme de l'Etat, une gestion économique rigoureuse, un budget sain et un gouvernement efficace. Il souhaite rallonger le temps de travail et « *utiliser la sécurité sociale comme levier renouveau socio-économique* ».

Le Centre démocrate humaniste (CDH) dirigé par la vice-Première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, Joëlle Milquet, est favorable à la mise en place d'un pacte national pour l'emploi et l'activité économique basé sur la croissance durable. Le CDH veut soute-

nir l'emploi vert, blanc (métiers de l'aide à la personne) et intelligent (secteurs de l'innovation et de la recherche). Il se bat pour une modification du système fiscal, une exonération des revenus du travail à hauteur de 950 € par mois et une hausse de la pression fiscale sur les comportements polluants comme sur le capital.

Le MR veut diminuer les charges sur le travail, par exemple en baissant les charges (suppression des cotisations patronales) pour les trois premiers emplois d'une entreprise. Charles Michel plaide également pour une hausse des pensions de retraite qu'il voudrait porter à 60 ou 70% du montant du dernier salaire (pour 40% actuellement) et pour une augmentation du revenu imposable minimum. « *Valoriser le travail plutôt que le chômage, c'est ce qui nous différencie du Parti socialiste* » a souligné Didier Reynders. Selon lui, « *il y a plus que jamais un choix à faire entre deux partis, le Parti socialiste et le Mouvement réformateur. Je dis deux parce qu'Ecolo et le Centre démocrate humaniste ont fait le choix du Parti socialiste ces dernières années* ».

L'Open VLD critique les promesses bon marché des partis. « *Nous voyons en Grèce et en Espagne quelles sont les désastreuses conséquences de la politique artistique socialiste. Les gens ont le droit de savoir ce que les politiques entendent faire avec leurs impôts* » a déclaré Alexander de Croo. « *Choisit-on des politiciens qui refusent de mettre le gouvernement à la diète et qui continuent à aller chercher l'argent dans la poche de ceux qui travaillent sans compter, qui ont acheté une maison et qui ont un peu d'épargne de côté ou choisit-on en faveur du projet d'avenir des Libéraux et démocrates flamands qui propose de revitaliser un gouvernement déperissant ?* » a-t-il ajouté, affirmant : « *en l'absence de réforme de l'Etat, aucune solution ne pourra être trouvée aux problèmes économiques et sociaux* ». Alexander de Croo a critiqué la complicité dont, selon lui, font preuve socialistes et démocrates-chrétiens. « *Les 2 hommes ont du se retenir pour ne pas se donner trois bises à la fin* » a-t-il déclaré commentant le débat qui a opposé Johan Vande Lanotte à Yves Leterme.

Groen veut instituer un impôt sur la fortune qui devrait rapporter 7,5 milliards €. Les Verts affirment que

cette mesure augmenterait les impôts de seulement 15% des plus riches contribuables. Le parti présidé par Wouter Van Besien plaide pour un glissement des charges qui pèsent sur le travail vers un impôt environnemental et affirme que ce plan créera 125 000 emplois dont la plus grande partie sera la conséquence de la diminution des charges. Le parti écologiste promet un retour à l'équilibre du budget national en 2015.

Enfin, la N-VA veut baisser les taxes des plus faibles salaires d'environ 2 milliards €, une mesure qui pourrait rapporter 14 à 15 milliards € d'ici 2015 en permettant la création de milliers d'emplois.

Le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, s'est déclaré confiant dans les capacités de la Belgique à assurer la Présidence de l'Union européenne à partir du 1er juillet prochain. « *Le projet européen n'est pas déterminé par les échéances électorales de tel ou tel pays. Et d'ailleurs, en Belgique, nous avons la chance d'avoir un grand consensus sur l'Europe. Il y a peut être un rythme politique différent dans la vie politique intérieure en Belgique mais cela ne peut nuire aux exigences de la Présidence parce que s'il y a une diplomatie, une administration et une classe politique qui connaissent bien l'Europe, ce sont celles de la Belgique. Je suis absolument rassuré* » a-t-il affirmé. « Il ne peut y avoir de doutes sur la capacité des Belges à assurer leurs responsabilités » a indiqué le Premier ministre sortant Yves Leterme.

Plus des trois quarts des Belges (79%) se déclarent prêts à se rendre aux urnes le 13 juin prochain. 10% des électeurs affirment vouloir voter blanc en Wallonie et à Bruxelles, un chiffre très supérieur aux pourcentages traditionnellement enregistrés et qui témoigne de la confusion d'un grand nombre de Belges.

Une enquête récente menée par le professeur Mark Hooghe a montré que la fin du vote obligatoire, souhaitée par 48% des Belges selon les sondages, ne modifierait pas les rapports de force au sein de la classe politique. Certains partis politiques en tireraient davantage partie que d'autres, notamment le CDH et Ecolo en Wallonie et l'Open VLD et la N-VA en Flandre. En revanche, le Parti socialiste d'Elio di Rupo et le Vlaams Belang seraient les grands perdants d'une telle mesure.

L'un des principaux enjeux des élections du 13 juin prochain est de savoir si les partis flamands modérés pourront barrer la route du gouvernement à la N-VA.

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut TNS-Dimarsco crédite la N-VA de 25,2% des suffrages. Elle serait suivie au sein du collège électoral néerlandophone par le CD&V qui recueillerait 19% des voix, l'OpenVLD 13,9%, le Vlaams Belang 11,5%, Groen 8,2% et la formation nationaliste de Jean-Marie Dedecker 6,2%. Au sein du collège électoral francophone, le PS arriverait en tête avec 33% des suffrages, suivi par le MR crédité de 20,4%, Ecolo 17,6% et le CDH 17%.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.